

Crise alimentaire : la voie de l'agriculture familiale

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 09 octobre 2008

Normal 0 21 false false false MicrosoftInternetExplorer4 st1\:*{behavior:url(#ieooui) } /* Style Definitions */ table.MsoNormalTable {mso-style-name:"Tableau Normal"; mso-tstyle-rowband-size:0; mso-tstyle-colband-size:0; mso-style-noshow:yes; mso-style-parent:""; mso-padding-alt:0cm 5.4pt 0cm 5.4pt; mso-para-margin:0cm; mso-para-margin-bottom:.0001pt; mso-pagination:widow-orphan; font-size:10.0pt; font-family:"Times New Roman"; mso-ansi-language:#0400; mso-fareast-language:#0400; mso-bidi-language:#0400;} L'effervescence médiatique causée par la crise des prix alimentaires

s'est calmée, les media et les opinions s'emballent maintenant pour la crise financière. Le problème de la sous-alimentation d'une partie de l'humanité reste pourtant essentiel : la FAO estime que 854 millions de personnes (13,8 % de la population mondiale) ne reçoivent pas l'apport quotidien de nourriture nécessaire pour travailler et se maintenir en bonne santé.

Gérard-François Dumont commente ces chiffres dans l'éditorial du dernier numéro de la revue *Population et Avenir* {footnote} *Population et Avenir* 35, avenue Mac-Mahon 75017 Paris, www.population-demographie.org. {/footnote} C'est, écrit-il, un échec et un progrès. Échec car le nombre et la proportion des sous-alimentés restent élevés, progrès, parce que ce nombre a légèrement baissé et que la proportion est passée de 27 % au tournant des années soixante-dix à moins de 14 % au début des années 2000. Les progrès sont dus au retour de la paix dans certains pays africains (Angola, Mozambique) et à des politiques de développement efficaces dans les pays émergents (Brésil, Chine, Colombie, Ghana, Thaïlande, Vietnam).

On peut donc vaincre la faim, et les situations de famine résultent de politiques erronées ou de situations de guerre comme en Corée du Nord ou en République démocratique du Congo.

Le fond du problème reste entier

Est-ce à dire que la crise des prix alimentaires apparue il y a maintenant un an soit résolue ? Les prix des matières agricoles ont baissé : les récoltes ont été bonnes dans l'hémisphère nord et les mouvements spéculatifs se sont largement atténués. Mais le fond du problème reste entier : le rythme de croissance de la production céréalière est en deçà de celui de la consommation et le niveau des stocks toujours faible. Et si les prix ont baissé, ils sont à des niveaux élevés par rapport à la période précédente (environ 30% plus élevés), les analystes prévoyant un maintien dans le long terme.

Il faut donc produire plus et ce d'autant plus que le nombre relatif des producteurs agricoles ne cesse de diminuer : aujourd'hui la population urbaine compte pour 50% de la population mondiale. La croissance de l'urbanisation provoque une extension des marchés que la production a bien du mal à pourvoir dans les pays les moins avancés. La montée des prix devrait avoir un effet d'entraînement sur la production mais bien des obstacles sont encore à vaincre pour que se mette en place le cercle vertueux de l'offre et de la demande.

La revue du Secours catholique, *Messages*, dans son dernier numéro, titre sur le rempart de l'agriculture familiale. Jacques Diouf, directeur général de la FAO, y déclare : L'agriculture familiale est la seule manière de lutter contre la faim dans le monde. Le journal présente ensuite des opérations de soutien à l'agriculture familiale en RD Congo, en Inde et en Bolivie. Mais ces articles font surtout ressortir certaines des difficultés rencontrées par l'agriculture familiale : la guerre en RD Congo, le problème foncier en Inde et en Bolivie. Les problèmes de l'agriculture familiale des populations pauvres sont innombrables : techniques de production,

difficultés à se procurer des intrants (semences et engrais), difficultés de transport pour accéder aux marchés, insuffisance ou absence de crédit et surtout discrédit apporté à la condition paysanne qui pousse les jeunes vers le milieu urbain.

Des écoles familiales agricoles

Cette situation a incité l'Institut européen de Coopération et de Développement (IECD) {footnote} IECD, 33, rue de Dantzig 75015 Paris, www.iecd.org {/footnote} à instaurer au Cameroun et en Côte-d'Ivoire des réseaux d'Écoles familiales agricoles (EFA). Depuis 1992, plus de 50 écoles ont été mises en place dans ces deux pays. Soutenues par des associations villageoises, elles s'adressent à des jeunes ruraux (certains ont fait l'expérience de la ville et en sont revenus) de 14 à 25 ans, le plus souvent déscolarisés et parfois analphabètes. La formation est dispensée sur trois ans, selon la méthode de l'alternance, en conciliant les pratiques de l'agriculture familiale avec les exigences des techniques de l'agriculture raisonnée. Mgr Joseph Aké, évêque de Yamoussokro, apprécie vivement les EFA qui rendent d'énormes services aux habitants de Côte-d'Ivoire. Elles leur offrent les moyens et les outils nécessaires à un développement durable de leur environnement et les aident à construire une économie rurale ... ces écoles les forment pour mieux agir. Le développement de l'agriculture familiale, avant tout destinée à l'autoconsommation, ne suffira cependant pas à assurer la sécurité alimentaire de populations de plus en plus urbanisées. Il faut aussi que se mettent en place des entreprises agricoles beaucoup plus productives, s'appuyant sur des organismes de recherche de haut niveau, des systèmes de crédit, l'organisation des marchés, etc. Il y faudra longtemps et les surplus agricoles de l'Europe et des États-Unis seront encore pendant longtemps bien nécessaires à condition d'en organiser la distribution de façon à ce qu'ils n'étouffent pas le développement de la production locale. Aux politiques de mettre en place les modes de coopération qui permettront cette évolution.